

édito

Trois impératifs

Luc Van Campenhoudt

La peur de lendemains incertains et la hâte à vouloir sortir enfin d'une trop longue impasse peuvent inciter à bruler les étapes. Pressés par le temps, le risque est grand de voir les négociateurs consentir à un compromis boiteux qui ne ferait que repousser les problèmes en les exaspérant. Les solutions concrètes à la crise politique actuelle doivent, d'une manière ou d'une autre, rencontrer trois impératifs. Ces impératifs n'imposent pas, à priori, une forme institutionnelle particulière, comme un État fédéral renforcé, un approfondissement du fédéralisme d'union, un système confédéral ou l'indépendance des Régions mais, quelle qu'elle soit, cette forme devrait les prendre en compte.

Premièrement, toute réforme doit être de nature à favoriser le développement économique et social de toutes les composantes de la population qui se partagent le territoire de l'actuelle Belgique, en particulier des couches les plus pauvres et les plus vulnérables. Au contraire des personnes en situation précaire, les nantis n'ont rien à craindre de quelque réforme que ce soit et peuvent, sans risque, s'accommoder de changements qui n'affecte-

raient pas profondément leurs conditions d'existence. On ne suggère pas ici de postposer une décision grave, comme celle de se séparer, uniquement pour éviter d'infliger brutalement une sévère restriction de couverture sociale à la fraction socialement la plus faible des francophones. Mais tout éventuel renforcement de l'autonomie des Régions ne peut avoir de conséquences socioéconomiques négatives sur la population. La crise actuelle survient dans un contexte d'augmentation dramatique et durable du prix du pétrole et du gaz et où un nombre croissant de ménages est en grande difficulté.

Deuxièmement, toute proposition doit garantir aux uns et aux autres un certain nombre de droits culturels, en particulier en matière d'usage de la langue. La langue est au cœur de la possibilité même d'un lien social, d'un développement culturel et d'un épanouissement personnel. Plusieurs communautés de langue doivent pouvoir s'épanouir sur un même territoire où l'interculturel est favorisé comme une richesse. Cela n'implique pas à priori la remise en cause des régions linguistiques, mais bien la possibilité, pour les habitants parlant une autre langue nationale, de pouvoir y éduquer ses enfants, y développer des activités culturelles et s'y faire soigner dans sa langue. La domination linguistique francophone sur la Flandre était inacceptable et elle n'est pas encore entièrement soldée, comme pourrait en témoigner un certain nombre de Flamands de Bruxelles. Si les francophones doivent comprendre que toute forme d'arrogance qui y fait écho est insupportable pour les Flamands, ceux-ci ne peuvent toutefois réformer l'État sur la base d'un esprit de vengeance. Les langues ne sont pas des systèmes de signification et de communication neutres; elles s'inscrivent dans des rapports de force que le dominant, où qu'il soit, tend à mésestimer, en sacralisant sa propre langue et, par là, en excluant.

Enfin, toute réforme du système politique doit le rendre durablement plus démocratique, plus cohérent et plus lisible. Il est anormal et antidémocratique que les citoyens n'aient aucun poids électoral sur la désignation d'une grande partie des responsables politiques qui les dirigent, sous prétexte que ces responsables appartiennent à l'autre communauté. Une plus grande cohérence institutionnelle doit être recherchée de manière à éviter les incessants conflits de compétence et en tenant compte de la complémentarité des niveaux de pouvoir, depuis l'Europe jusqu'à la municipalité. Loin de pouvoir être réduite à une mécanique électorale, la démocratie suppose le respect des minorités et, sur tout le territoire, la sauvegarde des droits des citoyens et, plus largement, des droits de l'homme.

S'il faut réformer l'État, voilà les trois impératifs majeurs et les trois véritables enjeux qui devraient sous-tendre l'entreprise et que les démocrates et les progressistes devraient tenir pour finalités. Il est normal que chacune des communautés tende à les faire valoir pour elle-même et à corriger les déséquilibres qui la désavantagent, mais dans le respect des droits

équivalents de l'autre. Même si la dimension communautaire est aujourd'hui omniprésente et transversale, l'affaire est loin de s'y réduire. Selon l'enjeu, les positions communautaires s'entrecroisent avec des positions socioéconomiques, culturelles ou politiques où les clivages ne sont pas à sous-estimer. L'adversaire — nous ne disons pas l'ennemi — change avec l'enjeu. Il n'est certainement pas le « Flamand », entité abstraite qui occulte, tout autant que le « Wallon » ou le « Bruxellois », une grande diversité de conditions sociales et de positions socioéconomiques, culturelles et politiques. Si le poids symbolique et affectif des clichés participe, plus que jamais, de la manière dont les collectivités organisent leur vision du monde, l'action politique émancipatrice commence par la subversion des catégories symboliques qui clichent et excluent, au profit de catégories qui ouvrent et rassemblent.

Avec l'extrême droite nationaliste, les choses sont claires, car elle seule s'oppose à l'ensemble du projet puisqu'elle milite pour l'exact opposé : elle prône la loi du plus fort, exige l'homogénéité culturelle et ne se réclame de la démocratie que pour mieux la miner. Loin d'une telle position, les partis autoproclamés démocratiques et divers groupes de pression peuvent être tentés de transiger avec certains de ces impératifs en fonction de leur idéologie ou, plus souvent, de leur intérêt électoral. Dès que l'on passe à la mise en œuvre pratique, sur le terrain institutionnel et politique, les valeurs et les intérêts respectifs peuvent entrer en concurrence et des contradictions quasi insolubles apparaissent.

C'est pourquoi, il faut écarter d'emblée quelques chimères. Il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de solution technique et consensuelle à la crise qui puisse satisfaire et concilier les exigences des différentes parties. Ce qu'on appelle, dans le vocabulaire politique un « bon compromis », où chacun gagne assez pour se consoler de ce qu'il perd, semble même improbable. De plus, et à fortiori quand tant de rancœurs ont été accumulées par des négociateurs qui se sont tant agacés, il est vain de compter sur les bons sentiments des autres. On peut mettre autant de drapeaux aux fenêtres que l'on veut, multiplier les rencontres visant la découverte de l'autre (comme on visite une culture exotique), jurer ses grands dieux que l'on va enfin apprendre sa langue, on peut en appeler autant que l'on veut au bon cœur d'une Flandre prospère pour sauvegarder la solidarité entre les Régions, cela ne fera pas avancer les choses d'un pouce. La politique a ses raisons qui ne sont pas celles du cœur.

À quelles logiques obéissent les transformations de l'État ? Cités ces temps-ci en exemples, les négociateurs de jadis, en particulier de la longue négociation de 87-88, ont beau dire qu'à l'époque ils se connaissaient mieux, se respectaient davantage et pouvaient se faire confiance sous l'égide de chefs au-dessus de la mêlée (comme Jean-Luc Dehaene), ils ne faisaient que mettre en formes institutionnelles les résultats d'affrontements communautaires (50 et 68) et de mouvements sociaux (60-61). Aujourd'hui, ce sont, pour une large part,

ces mêmes formes tortueuses imaginées hier (BHV, les facilités, les frontières linguistiques...) et les tensions internes au monde flamand qui malmènent le « vivre ensemble » belge. Si les scènes des différends communautaires se sont déplacées, le fait fondamental demeure : les transformations de l'État ont pour fondements des tensions sociétales et politiques profondes, intercommunautaires mais aussi intra- et transcommunautaires.

Pour dépasser la crise actuelle du système politique, il faut se poser la question de la société dans laquelle nous voulons vivre et celle de la meilleure façon d'en construire les formes politiques. Cela ne se résoudra pas avec quelques bricolages institutionnels qui feraient une fois encore long feu. Il faut défendre, bec et ongles, des valeurs au bénéfice des populations et assumer, pour elles, un âpre conflit démocratique qui est sans doute le meilleur antidote de la violence, structurelle ou explosive des coups de force. À court terme, le nécessaire gouvernement doit en instaurer les conditions et obtenir, de part et d'autre, l'engagement sincère d'aboutir. ■